

## NOUVELLE CHARTE DE L'INVESTISSEMENT

# Les défis persistants du secteur industriel

L'Exécutif a tenu récemment une deuxième réunion au sujet de la nouvelle charte de l'investissement qui prévoit de porter la part du privé aux deux tiers de l'investissement total à l'horizon 2035. Cherté du foncier, lenteur administrative, taxe professionnelle dans le secteur industriel, les défis qui attendent cette nouvelle feuille de route en gestation sont légion.



Le Royaume dispose de tous les atouts pour confirmer sa place industrielle et conquérir de nouveaux marchés.

Dernière ligne droite ou presque pour la validation de la nouvelle charte de l'investissement. Une première séance de travail consacrée à ce sujet, a été présidée en date le 16 février 2022, par SM le Roi. L'Exécutif a tenu en fin de semaine dernière une deuxième réunion interministérielle consacrée à l'évaluation des progrès enregistrés dans la mise en œuvre des principaux chantiers relatifs à cette nouvelle charte et à la préparation des synthèses qui seront présentées au Souverain. À noter que la charte en gestation s'inscrit dans l'esprit et l'ambition du Nouveau modèle de développement. Elle fixe comme objectif d'inverser la tendance actuelle où le secteur privé ne représente qu'un tiers de l'investissement total, l'investissement public y contribuant pour les deux tiers. Elle prévoit ainsi de porter la part du privé aux deux tiers de l'investissement total à l'horizon 2035. Cette nouvelle feuille de route n'aura jamais été aussi pertinente que dans ce contexte de relance économique nationale suite à la pandémie qui a quasiment mis à genoux l'économie mondiale pendant deux longues années.

## DÉPASSER LES CONTRAINTES

Aujourd'hui, les sujets de la souveraineté industrielle, énergétique, sanitaire et alimentaire sont au centre de toutes les discussions. Si le Royaume dispose de tous les atouts pour

la bureaucratie, on peut citer la cherté du foncier dans le Royaume. Dans certaines zones industrielles, le prix du mètre carré peut atteindre les 3.000 DH alors que sous d'autres contrées, les terrains sont offerts aux investisseurs, en contre-

et équipements aux normes internationales capables de répondre à la fois à la demande locale et aux marchés à l'export, comme le souligne à juste titre le gouvernement. Il faut noter que ce dernier n'a pas attendu la validation de la nouvelle charte de l'investissement pour œuvrer en vue de renverser la tendance.

de conventions et avenants pour un montant global de 7,19 MMDH, devant permettre la création de plus de 4.500 emplois directs et indirects. Les investissements approuvés sont dominés par le secteur de l'Enseignement supérieur avec 6,26 MMDH, soit près de 87% des investissements projetés, indique le département du Chef du gouvernement dans un communiqué publié à l'issue de cette réunion. Le secteur du Tourisme vient ensuite avec 476,1 millions de dirhams (MDH), soit 7%, suivi de la logistique (155 MDH, 2%), de la santé (115 MDH, 1,6%) et de l'industrie (114 MDH, 1,6%), précise la même source. Les emplois concernés se concentrent principalement dans les secteurs de l'Enseignement supérieur avec la création de 687 emplois directs, du Tourisme (230 emplois directs) et de la santé (165 emplois directs), ainsi que 122 emplois directs pour les secteurs de l'industrie et de la logistique. Les projets à capitaux nationaux représentent la majeure partie des investissements projetés avec près de 6,5 MMDH, soit plus de 90%.

## Les compétences marocaines ont attesté au monde entier l'aptitude du pays à faire preuve de réactivité, d'agilité et d'efficacité.

confirmer sa place industrielle et conquérir de nouveaux marchés, il existe encore de nombreux goulots qui freinent l'acte d'investir et nuisent aux efforts visant l'encouragement des initiatives. Selon de nombreux experts, les entraves majeures sont d'ordre bureaucratique, les investisseurs étant souvent confrontés à des délais très longs. Ils peuvent attendre des mois, voire des années, pour obtenir une autorisation d'investir. Ce qui fait qu'il doit s'armer de patience pour envisager investir dans certains domaines, à l'ère de la digitalisation. Outre

partie d'une dynamique fiscale, et de la création de valeur et d'emplois. À cette liste s'ajoute la taxe professionnelle qui pénalise les investisseurs. En effet, à chaque fois qu'ils achètent des machines, ces derniers doivent payer des impôts conséquents, déplore un spécialiste. Dans ces conditions, il devient difficile de promouvoir la fabrication locale. Pourtant, les compétences marocaines ont attesté au monde entier l'aptitude du pays à faire preuve de réactivité, d'agilité et d'efficacité. Les industriels nationaux ont démontré leur capacité à fabriquer des produits

## LES OBJECTIFS LARGEMENT DÉPASSÉS

Ainsi, la banque de projets industriels, lancée par le ministère, qui s'inscrit dans le cadre du Nouveau plan de relance industriel (2021-2023), commence déjà à porter ses fruits. Avec un total de 523 projets validés, représentant un potentiel de substitution de 35,5 MMDH d'importation, les objectifs de 34 MMDH à fin 2021 ont été largement dépassés. Mieux, les quatre commissions d'investissement du nouveau gouvernement ont permis l'approbation de 31 projets de conventions et d'avenants pour un montant global de plus de 22,5 MMDH et la création de près de 11.300 emplois directs et indirects. La Commission des investissements N°84, la plus récente, a examiné et approuvé 7 projets

**Khadim Mbaye**

# Banque de projets

## ISTITMAR : PROGRAMME DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT

Prime à l'investissement de croissance non remboursable en faveur des :



TPE : **30%** du PI TTC plafonné à **2 MDH**



PME : **20%** du PI TTC plafonnée à **10 MDH**

## SUBVENTION A L'INVESTISSEMENT



Pour les investissements supérieurs ou égaux à **100 MDH** ou créateurs d'au moins **250** emplois directs : Subventions directes (Terrain, infrastructures externes, formation professionnelle)



Pour les investissements supérieurs ou égaux à **100 MDH** Exonération de la TVA et exonérations des Droits d'Importation

## MOUWAKABA : PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Prise en charge de **80%** du coût de l'accompagnement dans les thématiques suivantes :



## MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Indicateurs financiers (estimatifs) 2019

INVESTISSEMENT POTENTIEL	~5 - 10 MDH hors foncier potentiel
CHIFFRE D'AFFAIRES POTENTIEL	~40-100 MDH
MARGE BRUTE POTENTIELLE	~10% - 20%

## ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Indicateurs financiers (estimatifs) 2019

INVESTISSEMENT POTENTIEL	~110 - 130 MDH (conception, fabrication et distribution)
POTENTIEL DE MARCHÉ	~1,2 MMDH (~60% à l'export)
MARGE BRUTE POTENTIELLE	~35% - 40%

